Le Guide Ritimo – Low tech : face au tout-numérique, se réapproprier les technologies

Extrait de la présentation du guide sur la page où le guide est aussi téléchargeable en PDF : https://www.coredem.info/rubrique85.html

Plus d'info sur RITIMO et autres Guides :

https://www.ritimo.org/

Ce nouveau numéro de la collection Passerelle s'inscrit dans le cadre des réflexions, sociales et politiques, de plus en plus nombreuses autour de la question des low tech. Le terme, que l'on doit en bonne partie à l'ingénieur Philippe Bihouix et à son livre L'Âge des Low tech, soulève de plus en plus d'intérêt et fait l'objet de discussions foisonnantes et passionnantes.

Mais de quoi parle-t-on, exactement, quand on parle de low tech ? Cette notion de « basse technologie » incarne le contraste avec le high tech, ces technologies complexifiées en permanence. Smartphones, ordinateurs personnels, *data centers*, tablettes, objets connectés… Depuis les années 2000, les « nouvelles technologies » ont connu un essor qui a contribué à modifier notre monde de manière importante. Irruption d'Internet et des réseaux sociaux dans la vie sociale et politique, transmission de l'information en temps réel depuis les quatre coins du monde, virtualisation accélérée de l'économie, assistance de tous nos faits et gestes par des solutions numériques : les high tech se sont immiscées dans nos vies quotidiennes en un temps record. En moins de deux décennies, une poignée d'entreprises ont accaparé la production, la diffusion et le contrôle de ces technologies, en cherchant avant tout à capter des marchés en forte

croissance, plutôt que d'adapter ces outils aux besoins concrets de la société.

Ce laps de temps très court rend difficile l'analyse collective de ces nouvelles problématiques, et des enjeux qu'elles soulèvent. Si la critique des high tech est plutôt largement partagée, la définition du concept de low tech est encore en débat. Terme assez flou pour englober des appréhensions différentes et des nuances importantes dans l'analyse, quelques critères centraux semblent pourtant mettre les militant·es et penseur·ses du low tech d'accord. Est low tech la technique qui est utile, durable et accessible/appropriable. Certain·es ajoutent également qu'elle est sobre, et utilise des matériaux locaux. Face aux limites que peut présenter le terme, de nombreux autres concepts (*wild tech, small tech, slow tech, rebel tech*, etc.) insistent sur d'autres aspects interconnectés et interdépendants de ce qui fait la critique de la technologie ultra-complexe, de ses modes de productions, de ses impacts sociaux et environnementaux, et sur les alternatives qui sont imaginées d'un bout à l'autre de notre monde. Si la présente publication se centre sur la notion de low tech, c'est parce que les réflexions critiques qui l'accompagnent, ainsi que la force du mouvement contemporain qui le porte, nous semblent un cadre approprié pour alimenter le débat montant, bouillonnant et enthousiaste. Par ailleurs, la centralité accordée aux technologies numériques tient à ce qu'elles représentent le cœur du modèle de « société high tech » et un marché en pleine expansion, et engage le rapport à la communication, interpersonnelle et sociale, et donc la dimension de l'organisation collective de nos sociétés. En ce sens, penser le low tech numérique permet de davantage problématiser notre rapport aux technologies dans un contexte où Internet joue d'ores et déjà un rôle absolument crucial.

Jacques Ellul disait que la technique mène le monde, bien plus que la politique et l'économie. Il s'agit ici, avant toute

chose, de démonter le mythe de la neutralité technologique au nom de laquelle nos sociétés s'embarquent à marche forcée vers le tout-numérique. Dans cette publication, nous explorerons les enjeux que soulèvent les technologies numériques qui se complexifient à un rythme soutenu, les difficultés que cela présente et les possibles alternatives. Penser notre rapport aux technologies numériques au prisme de la notion de low tech nous oblige à poser la question de l'utilité sociale, la durabilité environnementale et l'appropriabilité politique de nos outils ; et à l'inverse, cela ouvre sur l'idée que c'est en reprenant la main sur les techniques, la technologie, les savoirs-faire, que se dessine l'émancipation de ce contrôle et l'autonomie pour subvenir aux besoins – ainsi que la construction d'une résilience collective face à la crise écologique et climatique grondante.